

AUTOGESTION UNIVERSITAIRE ET REVOLUTION SOCIALE !



Depuis la rentrée universitaire, des étudiant-e-s, des enseignant-e-s et des BIATOSS (bibliothécaires, ingénieur-e-s, administratifs/ves, technicien-ne-s, ouvrier-e-s, de service et de santé) ont décidé de lutter pour l'abrogation de la « Loi relative aux Libertés et Responsabilités des Universités » (LRU), dite loi Pécresse, que le gouvernement Sarko/Fillon a fait voter en douce cet été. Comme en 1986 (loi Devaquet), la droite profite d'un succès électoral pour lancer une grande offensive contre les universités. Son but : faire se plier l'enseignement supérieur et la recherche à une idéologie centrée sur l'autoritarisme et la recherche de profit financier. Nous pensons que cet acharnement prouve qu'il n'est plus possible de s'en tenir à des luttes ponctuelles, certes nécessaires, contre telle ou telle loi imposée par les partis de gouvernement. Si l'on veut contrer leur volonté de soumission totale des universités aux logiques du capitalisme, il faut leur opposer une pratique et un projet qui rompent avec l'organisation actuelle de la recherche et de l'enseignement. Le réseau No Pasaran, dans tous ses combats, a toujours refusé de s'en tenir aux dénonciations creuses des adversaires, au profit de pratiques de résistance et de construction d'alternatives. Nous proposons donc ce texte au mouvement, pour qu'un débat s'ouvre sur l'université que nous voulons vraiment.

LA LOI LRU : UNE « GOUVERNANCE » AUTORITAIRE INSPIRÉE DU MANAGEMENT

Beaucoup de choses sont dites sur la loi Pécresse, dont pas mal d'approximations. Ce qui est certain, c'est que cette loi modifie en profondeur les rapports de force au sein des universités, en dotant un Conseil d'Administration (CA) réduit et un président rééligible d'un ensemble de pouvoirs nouveaux, au détriment des départements, des UFR et des autres conseils : Conseil des Etudes et de la Vie Universitaire (CEVU) et Conseil Scientifique (CS). Certains de ces pouvoirs, notamment la possibilité pour le/a président-e d'intervenir directement dans le recrutement et la rémunération des enseignant-e-s chercheur-e-s, organisent la compétition interne et le clientélisme, limitant à terme les possibilités de voix discordantes au sein des facs. Cette logique n'est pas nouvelle : c'est celle qui prévaut dans les entreprises capitalistes, et que les gouvernements successifs, de droite comme de gauche, veulent importer dans les administrations publiques. Cela va évidemment avec l'augmentation de la précarité des personnels, qui pourront être recruté-e-s sur des contrats courts par le/a président-e de l'université, et avec l'apparition de fonctions dont on voit mal comment elles cadrent avec les missions universitaires, par exemple la gestion d'un portefeuille de valeurs mobilières et immobilières. Ce qui nous est vendu comme de l'autonomie est en fait le passage à une « gouvernance » autoritaire de nos facs, calquée sur le fonctionnement des entreprises capitalistes.



CONTRE LA COMPETITION ORGANISEE, COOPERATION FEDERALISTE INTERNATIONALE

La présentation selon laquelle les établissements d'enseignement supérieur seraient inéluctablement en compétition relève d'un mode de pensée néolibéral particulièrement inadapté à l'université que nous voulons. Les universités devraient être des lieux ouverts à tou-te-s et dans lesquels connaissances et compétences seraient librement construites et partagées. Mais il ne faut pas s'y tromper : cette idéologie s'impose aujourd'hui parce que les universités se pensent et se vivent trop souvent comme des unités fermées, peu liées entre elles et peu réflexives sur leur place dans la société. Il est nécessaire de s'opposer à l'idée de compétition non en renforçant cette fermeture, mais par la mise en place d'outils concrets de coordination entre universités (pour la recherche comme pour l'enseignement), selon des principes fédéralistes, et d'ouverture aux mondes extérieurs qui fonctionnent selon des modes d'organisation et des valeurs non-capitalistes : mouvements sociaux, services publics, milieux alternatifs. C'est seulement ainsi que l'ouverture des universités, tant réclamée par les un-e-s et les autres, pourra prendre un sens réellement émancipateur pour ses usager-e-s.



CONTRE LA PRESIDENTIALISATION, AUTOGESTION INTERPROFESSIONNELLE !

Evidemment, voir les universités dirigées par des président-e-s/PDG est une perspective peu ragoûtante. Mais pour faire pièce à cette logique autoritaire, l'abrogation de la loi LRU n'est pas suffisante : aujourd'hui la capacité des étudiant-e-s, enseignant-e-s et BIATOSS de contrôle et de participation directe au fonctionnement de l'université est ridiculement faible. Les élections des conseils permettent, sous prétexte d'investir de supposé-e-s représentant-e-s, d'en exclure l'immense majorité des usager-e-s. Au contraire, nous voulons une organisation autogestionnaire et interprofessionnelle de l'université, à tous les niveaux, et le remplacement d'un système fondé sur la représentation par une participation directe des usager-e-s à toutes les décisions qui les concernent.

LRU, LMD, ECTS, PRES : LES LOGIQUES DU PROCESSUS DE BOLOGNE

Cette loi prend place dans un processus de plus long terme (dit de Bologne), lancé en 1998 par Claude Allègre et touchant aujourd'hui 45 pays. Celui-ci poursuit deux objectifs : d'une part créer un espace européen d'enseignement supérieur harmonisé et compétitif, et d'autre part instaurer partout une séparation entre cursus professionnalisants et parcours plus longs. Selon l'idéologie de Bologne, les universités - réunies dans des « pôles d'excellence » comme les Pôles de Recherche et d'Enseignement Supérieur (PRES) - devraient devenir des unités économiques en compétition pour attirer des « cerveaux », et façonnées pour fournir aux entreprises capitalistes une main d'œuvre « professionnalisée » et corvéable à merci. Là encore, les logiques néolibérales prévalent : soumission interne aux mécanismes du marché, soumission externe au « marché de l'emploi », c'est-à-dire aux intérêts des capitalistes et du patronat. Comme dans le reste du système capitaliste/étatique, cette transformation est soutenue par un contrôle toujours plus important de l'Etat, qui distribue les crédits et les habilitations en fonction de la soumission à cette idéologie de chaque université, UFR, département.

AUTONOMIE, POUVOIR DES ENTREPRISES, POUVOIR DE L'ETAT

La dénonciation habituelle de désengagement de l'Etat est trompeuse : l'Etat est au contraire plus intrusif que jamais. Par les réformes Licence/Master/Doctorat (LMD) et le contrôle des maquettes, c'est-à-dire des enseignements proposés aux étudiant-e-s, l'Etat tente de formater tous les cursus ; par la création de l'Agence Nationale de la Recherche (ANR) et le démantèlement progressif du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS), il soumet les chercheur-e-s à des priorités définies nationalement par des personnes nommées par le gouvernement, et augmente la précarité et la compétition entre chercheur-e-s. Quant au contrôle direct des entreprises sur les universités, c'est une hypothèse peu probable : l'existence en France d'un enseignement supérieur divisé entre université et grandes écoles fait que les facs ne risquent pas d'attirer les fonds du CAC 40. Mais c'est un risque toujours présent, et que la loi Préresse accentue. Le problème est qu'aujourd'hui il est nécessaire de se battre à la fois contre les tentatives étatiques et capitalistes de soumettre les universités à leur volonté. Ce combat est d'autant plus difficile qu'aujourd'hui l'Etat montre clairement qu'il soutient les intérêts des firmes capitalistes contre ceux des travailleurs/euses, à l'université comme dans le reste de la société.

CONTRE LES BOITES A ELITES, ENSEIGNEMENT POLYTECHNIQUE POUR TOU-TE-S

Les universités sont aujourd'hui insérées dans un système d'enseignement supérieur qui les relègue à une position subalterne : sous-financement chronique, masse d'étudiant-e-s déposés-e-s de tout contrôle de leur cursus, diplômes dévalorisés par les recruteurs/euses des firmes capitalistes. C'est pourquoi il est nécessaire de poser les bases d'une lutte contre la coexistence des facs et de filières sélectives dans lesquelles l'immense majorité des dirigeant-e-s seront recruté-e-s. Mais cette lutte, pour ne pas être vaine, doit permettre de récupérer des prépas et des grandes écoles les dispositifs qui font leur intérêt et leur force : beaucoup de moyens matériels et un haut taux d'encadrement, une pluridisciplinarité durant les deux années qui suivent le bac, etc. La professionnalisation qu'on tente de nous vendre est démentie par le généralisme du cursus des élites : à nous d'inventer, par un enseignement polytechnique pour tou-te-s pendant les premières années de formation, les moyens de dépasser la ségrégation intellectuels/manuels si centrale au système de domination économique. L'université que nous voulons, ouverte à tou-te-s, quel que soit l'âge, la position sociale, le parcours précédent, est possible si l'on se débarrasse du système intrinsèquement hiérarchique des prépas/grandes écoles.

CONTRE LA TUTELLE DE L'ETAT ET LA MAINMISE DU CAPITAL, SERVICE SOCIAL DE L'ENSEIGNEMENT

L'alternative qu'on nous présente entre financement par l'Etat et financement privé est aveuglante, au point d'amener le mouvement contre la loi LRU à en appeler à l'Etat pour nous protéger des entreprises. Mais de la même manière qu'il serait illusoire de penser que les capitalistes pourraient nous filer de l'argent sans rien demander en échange, il est singulièrement naïf de croire en une université libre financée par un Etat toujours plus autoritaire et intrusif. Ce débat dissimule tous les autres modes de financement public, en vigueur par exemple dans les systèmes d'assurance sociale comme la Sécu, et qui permettent une gestion par les personnes concernées (malheureusement pas toutes, et selon une répartition inéquitable des pouvoirs entre « partenaires sociaux », dans la Sécurité sociale actuelle). Pour réaliser l'autogestion et faire du système d'enseignement supérieur et de recherche un outil de transformation sociale, et non plus le bras intellectuel d'un Etat décidément engagé au côté des capitalistes et du patronat, il est impératif de creuser dans cette voie et de réfléchir ensemble à un projet de financement exclusivement public et entièrement indépendant de l'ingérence étatique (mutualisme, cotisations sociales etc)



LES UNIVERSITÉS DANS LE SYSTÈME D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR FRANÇAIS ET EUROPÉEN

La lutte pour la définition de l'avenir du système d'enseignement supérieur et de recherche dépasse les frontières de l'université. Si le processus de Bologne aboutit effectivement à un système universitaire à deux vitesses, l'enseignement supérieur français est déjà fortement cloisonné : les classes prépas et les grandes écoles sont aujourd'hui les lieux quasi-exclusifs de formation des futures élites de l'Etat et du capitalisme. Au niveau européen, la mobilité voulue par Bologne est là aussi un outil à la disposition exclusive des étudiant-e-s les mieux doté-e-s économiquement, socialement, culturellement. Et la machine à exclure ne commence pas après le baccalauréat : dès le collège, le système de reproduction et de légitimation de la hiérarchie sociale élimine par étape les futur-e-s exploité-e-s de la compétition pour les meilleures places d'exploiteurs/ses. Il faut donc se battre sans relâche contre toutes les formes de hiérarchisation des cursus, du primaire au supérieur.

Non, le combat actuel des étudiant-e-s, enseignant-e-s et BIATOSS n'est pas perdu d'avance, si l'on évite les pièges tendus par le gouvernement. S'en tenir à des revendications limitées aux réformes en cours, c'est se condamner à les subir, sous des formes au mieux diluées, dans les années à venir, et à s'interdire de devenir les acteurs/trices d'un changement radical et émancipateur du fonctionnement des universités.

C'est seulement en mettant en place, dans toutes les facs, des espaces de construction de l'autogestion, que l'on pourra imposer l'université que nous voulons, débarrassée de la tutelle du gouvernement et des entreprises capitalistes.

Expérimenter, dès aujourd'hui, une nouvelle manière de vivre ensemble dans les facs, c'est participer à la construction de la nécessaire rupture avec le capitalisme et l'autoritarisme. Cette rupture ne commence ni ne finit dans les universités elles-mêmes : elle passe par le développement dans toute la société de services publics gratuits et autogérés, permettant à chacun-e de se voir garantir les moyens de mener une vie librement choisie dans des conditions décentes.

Mais en tant qu'espaces propices au développement de logiques non-marchandes, les facs ont un rôle à jouer : au mouvement actuel de se les approprier, et d'en faire les lieux de vie et de lutte qu'elles peuvent et qu'elles doivent être, pour participer à la construction d'une véritable révolution sociale et libertaire !

CELUI QUI NE COMBAT PAS A DEJA PERDU !



QU'EST-CE QUE LE RÉSEAU NO PASARAN ?

Le Réseau No Pasaran est issu du mouvement antifasciste radical. Son analyse de la montée de l'extrême droite et des idéologies xénophobes, sécuritaires et autoritaires, et son expérience de lutte antifasciste l'ont amené à élargir son champ d'intervention.

Le Réseau No Pasaran combat toutes les formes de domination : capitalisme, racisme, patriarcat, aliénation, apartheid social, répression... Il lie étroitement sa réflexion – sur le système dominant et sur l'élaboration d'alternatives – et ses revendications aux pratiques militantes rupturistes qu'il développe. S'il agit ici et maintenant, de manière radicale et contribue à élaborer des espaces de contre-pouvoir, il se place aussi dans une perspective révolutionnaire.

Ni organisation partisane, ni structure figée, le Réseau No Pasaran se compose de groupes et collectifs fédérés entre eux à travers l'hexagone. Il fonctionne sur un mode libertaire.

Partie prenante de la lutte internationale contre le capitalisme et toutes les formes d'autorités, il développe échanges et actions avec des groupes de nombreux pays. Il s'inscrit dans un large mouvement d'émancipation politique, économique, social et culturel pour lequel résister c'est créer.



21ter rue Voltaire 75011 PARIS - 06 11 29 02 15 - scalpreflex@samizdat.net
<http://nopasaran.samizdat.net/>